

Le Venezuela dénonce une attaque multiforme des États-Unis et de leurs alliés



Caracas, 30 août (RHC) Le Venezuela remet une fois de plus en question les sanctions des États-Unis et de leurs alliés contre Caracas, en particulier dans le contexte de la pandémie de COVID-19, sanctions qu'il qualifie d'illégales et de violations du droit international.

Dans une interview avec le programme, 'Ici Avec Ernesto Villegas' qui diffuse Venezolana de Televisión (VTV), le ministre vénézuélien du Pouvoir Populaire pour les Relations Intérieures, Justicia y Paz , Remigio Ceballos, a affirmé que Caracas a affronté des assauts impériaux et des groupes économiques qui prétendent s'emparer des ressources de la nation sud-américaine.

Remigio Ceballos, qui est également, le vice-président du gouvernement vénézuélien pour la sécurité citoyenne a déclaré que ces aspirations impérialistes ne se sont pas matérialisées parce qu'il y a au Venezuela une force armée nationaliste et consciente et un peuple révolutionnaire.

Enfin, il a demandé au peuple vénézuélien et à toutes les institutions du pays bolivarien de maintenir l'unité face à de tels complots de l'impérialisme.

Par ailleurs, le Ministère des relations extérieures du Venezuela a accusé la Colombie de créer de faux conflits au lieu de résoudre les crises par la coordination.

Dans un communiqué publié dimanche, le ministère vénézuélien des Affaires Étrangères a réfuté les accusations portées contre elle par la Colombie, qui a affirmé le même jour que des militaires vénézuéliens auraient arraisonné de manière "arbitraire" une embarcation qui naviguait sur un fleuve colombien frontalier avec le Venezuela en violation du Traité sur la démarcation des frontières et la navigation des fleuves communs signé en 1941.

"Le Venezuela rejette le communiqué incohérent du ministère colombien des Affaires Étrangères qui cherche à accroître les tensions entre les deux pays, générant de faux conflits dans des interactions qui peuvent être résolues par la coordination des autorités locales", lit-on dans le texte.

Il a également évoqué la situation sociale complexe à la frontière entre les deux pays, appelant Bogota à mener des négociations et à "coordonner la diplomatie" afin de résoudre les crises.

Il a toutefois ajouté que "le fait que le Gouvernement colombien ne soit pas disposé à établir des voies de communication rend plus difficile de travailler plus efficacement en faveur de la légalité à la frontière".

Cela alors que le Gouvernement vénézuélien, présidé par Nicolas Maduro, respecte tous les traités internationaux et, en outre, est prêt à coopérer pour régler les conflits et établir la sécurité et la stabilité garanties aux frontières communes avec la Colombie, a-t-il précisé.

Partageant 2200 kilomètres de frontière, Caracas et Bogota entretiennent une confrontation tendue ces dernières années. Les deux pays ont rompu toutes leurs relations diplomatiques en 2019, après que la Colombie, suivie des États-Unis, a reconnu le chef de l'opposition Juan Guaidó comme le "président par intérim" du Venezuela.

Les tensions entre Bogota et Caracas se sont intensifiées au début du mois de mai 2020, lorsque le Gouvernement vénézuélien a dénoncé avoir démantelé une incursion mercenaire, appelée opération Gédéon, orchestrée par Washington et Bogota, dans le but d'"assassiner" Maduro.

Source Hispan TV

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/268544-le-venezuela-denonce-une-attaque-multiforme-des-etats-unis-et-de-leurs-allies>



Radio Habana Cuba